

ISLAND POSITIONS

Gorée Institute Policy briefs series

Vol. 1 | Juil. - Aout 2022

Impact de la mauvaise gouvernance sur les voix civiques des femmes et des jeunes leaders politiques au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal)

Résumé Exécutif

Au Sahel, l'expression démocratique des populations a été fortement mise à mal au cours des dernières années par une réduction de l'espace civique notamment pour les femmes et les jeunes. Cet affaiblissement s'est déroulé dans un contexte global marqué par l'érosion des libertés, le dévoiement des transitions politiques, l'amplification de l'insécurité et la montée de l'extrémisme violent. En outre, les chocs imputables à la pandémie de la COVID-19 et à la guerre en Ukraine ont généré des conséquences sociales et économiques désastreuses pour de larges segments de la population. Ces crises ont ainsi contribué à élargir les frontières de la vulnérabilité. Elles viennent à se surajouter aux tensions politiques internes créant ainsi les conditions d'une situation de lourdes menaces. Les gouvernements doivent se montrer créatifs pour gérer ces crises. Y répondre devrait passer par la mise en place de mécanismes permettant de juguler l'affaiblissement des espaces civiques. Sinon, le prix à payer face à l'inaction et aux attermoissements risque d'être plus élevé pour les décideurs. Il est indispensable pour eux de répondre efficacement aux besoins exprimés par les femmes et les jeunes surtout en ce qui a trait à l'élargissement des espaces civiques et à la promotion de la bonne gouvernance. Créer les conditions favorables à la consolidation de la démocratie, à la lutte contre l'insécurité et la réalisation du développement doit être au cœur de l'action des gouvernements, des organisations régionales et continentales et des institutions internationales au Sahel.

Recommandations

- Mettre en œuvre des solutions efficaces et pérennes aux causes structurelles de la pauvreté et à l'insécurité au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal ;
- Mettre en œuvre des programmes débouchant sur la création d'opportunités économiques (emplois, incitatifs économiques et sociaux, appuis) pour les jeunes et les femmes ;
- Changer le narratif sur les jeunes au Sahel en valorisant les initiatives citoyennes et leurs actions de résilience et de promotion de la paix et de la bonne gouvernance ;
- Faire des femmes et des jeunes des vecteurs de la paix dans chacun des quatre pays ;
- Mettre en réseau des organisations de femmes et de jeunes œuvrant pour l'élargissement des espaces civiques et la promotion de la bonne gouvernance ;
- Renforcer les capacités financières, opérationnelles et institutionnelles des organisations de jeunes et des femmes ;
- Promouvoir une gouvernance plus juste et plus inclusive à tous les niveaux, y compris local et régional, et protéger et renforcer l'espace civique ;

Introduction

En tant qu'organisation panafricaine de la société civile soucieuse de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, Gorée Institute est persuadé que le dialogue doit être au cœur des processus politiques et des mécanismes institutionnels. La préservation des acquis démocratiques et la pérennisation des facteurs sociaux, politiques et culturels favorisant une participation politique des femmes et des jeunes requièrent nécessairement l'instauration des conditions favorisant un élargissement des espaces civiques dans les pays africains. Cette exigence est encore plus forte en Afrique de l'Ouest où la situation politique actuelle fait peser des menaces croissantes sur les voix civiques ainsi que sur les acquis démocratiques en raison de la réapparition des coups d'État militaires et du renversement des gouvernements démocratiquement élus, comme on a pu le constater au Niger il y a plusieurs années, au Mali en 2012, 2020 et 2021, en Guinée en 2021, au Burkina Faso en 2022, ainsi qu'une tentative de coup d'État en Guinée-Bissau en janvier 2022. Ailleurs, comme au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Bénin ou Togo, des tensions socio-politiques qui prennent de l'ampleur surtout au moment des joutes électorales font à chaque fois craindre le pire comme on a pu le constater au Sénégal lors des émeutes de mars 2021.

Une telle situation montre la fragilité des progrès démocratiques y compris même dans des pays loués pour leur stabilité démocratique. Les transitions politiques sont disparates en Afrique de l'Ouest suivant les pays. Mais globalement, de lourdes menaces pèsent sur les espaces civiques et risquent d'empêcher les femmes et les jeunes leaders d'exprimer leurs voix et leurs préoccupations et d'agir individuellement ou collectivement pour influencer un changement positif. Ces menaces sont encore plus accentuées dans les pays du Sahel confrontés actuellement à

une superposition de crises portant les germes d'une instabilité politique ayant tendance à se prolonger. Aux ravages de l'insécurité et de l'extrémisme violent sont venues se greffer les conséquences désastreuses de la pandémie de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine.

Le contexte de superposition de crises est de nature à accentuer la vulnérabilité de larges segments de la population au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. Dans ces pays, les populations ont un besoin légitime de démocratie, de sécurité, de gouvernance et de développement. Y mettre en œuvre des politiques publiques vouées à la satisfaction des aspirations des populations requiert des efforts considérables pour élargir les espaces civiques et pour surmonter les multiples défis qui les assaillent dans un contexte international plus difficile. Ceci devrait permettre notamment aux femmes et aux jeunes d'exploiter leurs pleines potentialités et ainsi de contribuer au renforcement du dialogue politique et à la consolidation des processus démocratiques et des institutions.

Dans le cadre de son programme intitulé « **Power of Dialogue** », Gorée Institute a pour objectifs, à travers ce policy brief, de :

- examiner les politiques, le système législatif et les processus des gouvernements, ainsi que les acteurs impliqués dans la prise de décision politique qui sont responsables de l'élargissement ou du rétrécissement de l'espace civique pour les femmes et les jeunes acteurs politiques ;
- approfondir la compréhension du pouvoir, des positions et des perspectives des acteurs civiques qui peuvent avoir un intérêt dans l'espace civique et/ou l'influencer positivement ou négativement ;
- examiner les limites et les implications de la récente transition politique anticonstitutionnelle et discuter de manière critique des frictions malsaines entre les acteurs politiques et civiques, en raison des menaces pesant sur les intérêts individuels ou

collectifs des groupes civiques ou des entités politiques au sein de l'espace civique ;

- identifier et analyser les possibilités de plaider de plus en plus en faveur d'une formulation, d'une mise en œuvre et d'un suivi inclusifs des politiques et instruments juridiques nationaux et internationaux en faveur des jeunes et des femmes, qui devraient permettre à ces derniers de faire entendre leur voix en fonction de leurs besoins, de leurs intérêts et de leurs attentes dans le paysage politique ;
- proposer des recommandations d'action pour relever les défis de gouvernance responsables du rétrécissement ou de l'élargissement des voix civiques des femmes et des jeunes acteurs politiques.

La gouvernance est habituellement définie comme « la somme des différentes façons dont les individus et les institutions, publics et privés, gèrent leurs affaires communes. C'est un processus continu de coopération et d'accommodement entre intérêts divers et conflictuels. Elle inclut les institutions officielles et les régimes dotés de pouvoirs exécutoires tout aussi bien que les arrangements informels sur lesquels les peuples et les institutions sont tombés d'accord ou qu'ils perçoivent être de leur intérêt¹ ». Les différentes composantes de la gouvernance se trouvent explicitées dans le classement établi en fonction de l'*Ibrahim Index of African Governance (IIAG)*². Selon l'IIAG, la gouvernance inclut les dimensions telles que la sécurité et l'État de droit, la participation, les droits humains et l'inclusion, des opportunités économiques et le développement humain.

La gouvernance a pour piliers la lutte contre la corruption, la transparence, l'impartialité, la réédition de compte et la promotion des droits humains et d'espaces civiques ouverts, libres et favorables au plein épanouissement des individus et des communautés³. Comme on peut le constater, l'espace civique est consubstantiel à la gouvernance. Il réfère à l'environnement qui permet à la société civile de jouer un rôle dans la vie politique, économique et sociale de nos

sociétés. Plus particulièrement, l'espace civique permet aux individus et aux groupes de contribuer à l'élaboration de politiques qui affectent leur vie, notamment par l'accès à l'information, le dialogue avec les institutions, le respect de leurs libertés d'expression, de réunion et d'association, la tolérance, le vivre-ensemble, le respect du pluralisme politique, l'existence d'une presse libre et indépendante, une approche sensible au genre et à l'inclusion, etc.

Ces deux définitions mettent en lumière le lien de causalité directe entre la gouvernance et l'espace civique. Une bonne gouvernance ne peut que reposer sur l'existence d'espaces civiques ayant pour soubassement une libre expression démocratique et des institutions fondées sur l'état de droit, la justice, la transparence et les droits humains. En revanche, de faibles performances en matière de gouvernance vont de pair avec des espaces civiques circonscrits et donc propices au bâillonnement des initiatives citoyennes, à la restriction des libertés et à l'affaiblissement de la participation politique. Ce dernier frappe alors de manière plus marquée les femmes et les jeunes qui, malgré leur désir légitime pour un ordre socio-politique favorisant l'expression de leurs droits et leurs revendications, se retrouvent au contraire dans une situation où leur besoin d'autonomie et de participation sociopolitique est ignoré, leurs voix étouffées, leurs droits bafoués, dans un contexte « **d'États fragiles minés par une crise de gouvernance et des conflits socio-culturels**⁴ ».

Cette note politique part d'une analyse situationnelle qui permet de dépendre le contexte de crises multidimensionnelles auxquelles font face le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal avant de décrire le contexte de rétrécissement des espaces civiques et leurs conséquences sur les transitions politiques ainsi que les combats politiques des femmes et des jeunes. Cette analyse situationnelle a ensuite débouché sur la formulation de recommandations pour élargir les espaces civiques et promouvoir la bonne gouvernance.

Analyse situationnelle

Un contexte global de crises multidimensionnelles sur fond de dévoiement des transitions politiques

Dès qu'il est question du Sahel, les mots qui reviennent sont liés à la violence multidimensionnelle. Celle-ci gangrène une bonne partie des pays constitutifs de la bande sahélienne. Elle génère de lourds coûts en termes de drames humains, de destructions socio-économiques, de fragilisation des structures sociales, etc. Que ce soit au Niger, au Burkina Faso et au Mali, il ne passe pas une semaine sans que la presse ne rapporte des tueries et des destructions d'infrastructures. Ces trois pays continuent d'être confrontés à une dégradation continue de la situation sécuritaire⁵. L'accentuation de l'insécurité vient se greffer à d'autres défis ayant pour noms, entre autres, l'extension de la pauvreté, une gouvernance déficiente, l'insécurité alimentaire, des bouleversements environnementaux (désertification, changement climatique, inégalités sociales, etc.). Même si le Sénégal est épargné par la violence djihadiste, le pays n'en demeure pas confronté à des crispations politiques récurrentes ainsi qu'à des tensions sociales qui vont peser de lourdes menaces sur sa stabilité démocratique. Le Sahel est donc dans un contexte d'accentuation des périls. Ces derniers sont attisés par la pandémie de la COVID-19 sans compter les contrecoups de la guerre en Ukraine qui risque d'envenimer davantage la situation alimentaire, énergétique et socio-politique des pays sahéliens⁶.

Même si le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont confrontés à une situation sécuritaire et socio-économique analogue, les réponses apportées à ces défis sont fortement variables. Elles dépendent étroitement des modèles de gouvernance, de l'évolution sociopolitique, de l'architecture institutionnelle, des rapports entre les groupes sociaux, du rôle de l'État, bref de la configuration des espaces civiques et des acteurs

qui y évoluent. Or, ces dernières années, les espaces civiques se sont fortement rétrécis dans les pays sahéliens suscitant ainsi des menaces sur l'expression démocratique des populations et leur confiance en leurs systèmes juridico-administratifs. Cet rétrécissement a pour effet direct de saper les fondements démocratique et d'hypothéquer les acquis démocratiques. Il est également de nature à remettre en cause les progrès apportés par les transitions politiques que les pays ont connues au cours des années 90.

Un indicateur du rétrécissement des espaces civiques et de leur blocage est le retour des coups d'État militaires. Les transitions démocratiques des années 90 avaient fait naître d'énormes espoirs quant aux capacités des transitions politiques à déboucher sur des régimes politiques fondés sur le multipartisme, la liberté d'expression et d'association, une presse indépendante et la tenue régulière d'élections libres et indépendantes. Les renversements de gouvernements démocratiquement élus au Mali en 2020 et 2021 et au Burkina Faso en 2022 et les crispations politiques observées au Sénégal et au Niger mettent en lumière le fait que les promesses des transitions politiques risquent de ne pas être à la hauteur des attentes quant à l'existence d'espaces civiques favorables à une participation socio-politique notamment pour des femmes et des jeunes. Ces groupes sociaux, en raison des potentialités dont ils sont porteurs en termes de forces de transformation sociale, d'engagement citoyen et d'implication politique, de créativité culturelle, d'innovation numérique et d'inventivité entrepreneuriale, continuent d'être frappés par une exclusion sociale, politique et économique et un brouillage de leurs repères identitaires.

Bon nombre de femmes et de jeunes sont ainsi confinés dans une précarité multiforme qui sert de terreau à une marginalisation, débouchant sur le recours à la violence, à l'extrémisme et à l'adoption de comportements à risque et nourris par le désespoir et l'incertitude de l'avenir (émigration irrégulière, toxicomanie, criminalité, prostitution, activités de débrouille, etc.). Ceci est de nature à les conduire à douter des capacités des élites politiques et administratives à répondre

efficacement à leurs aspirations sociales (éducation, santé, emploi, habitat, etc.).

Des transitions politiques obstruées et une crise de la gouvernance propices à un rétrécissement des espaces civiques des femmes et des jeunes

Aujourd'hui, que ce soit dans le domaine de la gouvernance que celui de l'action citoyenne, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal doivent réaliser des efforts plus substantiels. Dans le classement le plus récent de Monitor Civicus⁷ qui est un outil de veille sur l'état de la société civile et des libertés civiques dans 196 pays, l'espace civique du Sénégal et du Burkina Faso est considéré comme « obstrué » tandis que celui du Niger et du Mali est jugé comme « répressif ».



Dans le classement selon l'*Ibrahim Index of African Governance (IIAG)*⁸, les résultats obtenus par les quatre pays mettent en lumière l'ampleur des défis à surmonter pour atteindre les standards d'une « bonne gouvernance » à travers ses deux composantes : d'une part, la sécurité et l'état de droit (absence de conflits, état de droit et justice, la réédition des comptes et la transparence, la lutte contre la corruption) et, d'autre part, la participation, les droits et l'inclusion (liberté d'association et de réunion, pluralisme politique, espace civique, élections démocratiques, libertés individuelles, liberté d'expression, liberté de la presse, droits numériques, représentation politique, égalité et équité, représentation des femmes et des jeunes, existence d'opportunités socioprofessionnelles pour les femmes et les jeunes, lutte contre les violences fondées sur le genre, etc.).

Les deux classements ont ceci de commun de

montrer que l'expression démocratique des populations sahéniennes est limitée par une réduction de l'espace civique alors que ce dernier est fondamental pour que les femmes et les jeunes notamment puissent développer et défendre leurs intérêts, affirmer leurs valeurs et leurs identités, revendiquer leurs droits, exiger une réédition des comptes aux décideurs et exiger d'eux qu'ils apportent des réponses adéquates à leurs aspirations. Le retour des coups d'État militaires, le « tripatouillage constitutionnel » et le coup d'arrêt qu'ils ont donné aux transitions politiques, la banalisation de la violence, les crispations politiques et identitaires, la montée des restrictions qui trouve souvent des alibis commodes en la lutte contre le terrorisme et le contexte de crise sanitaire sont autant

d'indicateurs d'une tendance lourde observable à travers une érosion des libertés et une limitation de l'exercice de la citoyenneté⁹. Ces phénomènes sont nettement plus marqués au

Burkina Faso et au Mali tandis qu'au Niger et au Sénégal, la stabilité demeure précaire et les progrès fragiles. Des situations de crise peuvent apparaître à la faveur d'émeutes soudaines et de contestations socio-politiques contre lesquelles les pouvoirs en place réagissent souvent par la répression, les arrestations, bref, par davantage de restrictions des libertés, donc de rétrécissement des espaces civiques.

Globalement, il existe des liens étroits entre mauvaise gouvernance et rétrécissement des espaces civiques au Sahel. L'espace civique y est actuellement soumis à de fortes pressions. Celles-ci se manifestent par la polarisation du paysage politique, l'étouffement des institutions démocratiques par des dirigeants autoritaires, l'augmentation des attaques contre les journalistes, les défenseurs et les militants des droits de l'homme, y compris les militants de

l'environnement, l'augmentation des restrictions de libertés en ligne et la mise sous surveillance de l'internet et des médias sociaux.

Les femmes et les jeunes au-devant des luttes pour une gouvernance articulée à leurs aspirations et pour l'élargissement des espaces civiques

En tant que groupes sociaux longtemps exclus du jeu politique et de l'exercice du pouvoir, les femmes et les jeunes leaders subissent avec plus d'acuité les contrecoups du rétrécissement des espaces civiques. Ils paient un prix élevé à la répression politique et au blocage des transitions politiques alors qu'ils devraient être de puissants agents de transformation sociale et politique, eu égard à leur rôle dans les conquêtes démocratiques dans le passé comme aujourd'hui. L'histoire sociopolitique du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal reste marquée par des dynamiques de mobilisation politique et d'engagement citoyen, portées par des femmes et de jeunes leaders pour revendiquer plus de liberté, une réponse appropriée à leurs aspirations sociales et pour leur prise en compte dans des politiques sociales efficaces et adaptées devant être avant tout guidées par le principe de la bonne gouvernance.

Les femmes et les jeunes ne restent pas dans un état d'apathie face au rétrécissement des espaces civiques. Ils ne sont pas restés figés dans un cynisme et un désenchantement inhibiteur vis-à-vis de l'État, de la société, des familles, des communautés, des partis politiques, etc.

Au Sahel, les femmes et les jeunes ont fait montre d'une farouche opposition et d'une vigoureuse contestation des processus de réduction des espaces civiques. Ils ont ainsi été dans une posture de dénonciation de tout ce qui ne va pas (pillage

des ressources, domination néocoloniale, violences basées sur le genre, déficit de représentation politique, etc.) et d'énonciation de propositions pour une gouvernance articulée à leurs idéaux et leur désir de changement. Les pays du Sahel ont donc vu ces dernières années la floraison de mouvements citoyens et l'avènement de dynamiques de mobilisation sociopolitique, animés par des femmes et des jeunes pour non seulement exprimer leur soif de plus de démocratie, de paix et de développement et de lutte contre la corruption.

Que ce soit au Burkina Faso (Balai citoyen), au Mali (Mouvement du 5 juin ou M5), au Niger (Alternative espace citoyen, Mouvement pour une citoyenneté responsable, etc.), au Sénégal (Y'en a marre, FRAPP France Dégage, Arr linu Bokk, M23, Forum civil, Africtivistes, etc.), ces mouvements citoyens sont devenus des forces dans les épisodes de mobilisation socio-politique, à l'occasion de contestations politico-électorales, de manifestations de rue pour dénoncer des dérives politiques et pour demander des solutions



aux problèmes sociaux ou pour revendiquer des espaces socio-politiques apaisés qui passent notamment par une farouche lutte contre les modifications constitutionnelles à des fins partisans.

Les mouvements citoyens ont éclos et se sont développés dans un contexte de perte de confiance des jeunes notamment vis-à-vis des partis politiques. Une telle désaffection les a surtout conduits à de nouvelles formes d'engagement à travers les mouvements citoyens ou bien la création culturelle et l'expression artistique. Une autre partie des jeunes a opté pour des engagements dans des actions de citoyenneté au quotidien et par des actes civiques (rénovation d'écoles, lutte contre l'insalubrité, campagnes de levée de fonds à travers les réseaux sociaux pour réaliser des actions de charité, protection des groupes vulnérables comme les enfants, les femmes victimes de violence, nouvelle mode au

Sénégal des cagnottes virtuelles de financement pour soutenir des causes politiques ou des individus perçus comme persécutés par l'État, etc.).

transformer en profondeur les stratégies de mobilisation dans les pays sahéniens.

La mobilisation contre les affres du blocage socio-politique et de l'isolement diplomatique au

L'impérieuse nécessité d'un respect des règles démocratiques¹⁰

Les peuples sont fatigués des jeux politiques sans issues réellement positives dans un contexte où les ressources naturelles sont convoitées et exploitées sans retombées satisfaisantes. Il est important de promouvoir une culture de la paix et d'agir dans le respect des principes démocratiques. Les populations sahéniennes souhaitent vivre dans la paix et la démocratie (...). Les pays sahéniens doivent mettre sur pied des institutions solides capables de garantir le respect des règles démocratiques. Cette demande est encore plus nécessaire lors des élections qui doivent être des compétitions libres, transparentes et apaisées. Une justice impartiale et la valorisation de l'ouverture plutôt que la fermeture de la participation sont indispensables pour favoriser une libre expression démocratique.

Mali, la contestation ayant précédé le retour à un ordre militaire vecteur d'une régression démocratique au Burkina Faso, les initiatives de la société civile du Niger contre le durcissement du climat politique et la répression des initiatives citoyennes, les émeutes de mars 2021 au Sénégal qui y ont mis en relief les fissures dans la « citadelle démocratique » sur fond « d'incertitude constitutionnelle », toutes

Les mouvements de résistance sociopolitique et d'affirmation citoyenne qui contribuent à une reconfiguration et une recomposition du paysage sociopolitique ont ainsi tiré profit des opportunités qui confèrent aux jeunes et aux femmes leur maîtrise des technologies de l'information et de la communication. Leurs stratégies de mobilisation, leur rayonnement, la diffusion de leurs slogans et leur organisation territoriale reposent pleinement sur l'usage stratégique des réseaux sociaux. Au Sénégal par exemple, lors des émeutes de mars 2021, le hashtag « free Senegal » a ainsi résonné comme un puissant outil de ralliement et de mobilisation.

ces luttes au-devant desquelles on retrouve des femmes et des jeunes déterminés à se battre pour la stabilité sociopolitique, la pacification des espaces politiques, la fin des inégalités et de la violence, plus d'avancées démocratiques, bref la fin de la mauvaise gouvernance, témoignent des capacités d'actions des jeunes et des femmes au Sahel. De plus, les mobilisations portées par des femmes et des jeunes militant discrètement et animées par une volonté d'impulser par le bas un changement positif, gagnent de plus en plus du terrain.

Les dynamiques de mobilisation citoyenne restent fondés sur une puissante instrumentalisation des réseaux sociaux (Whatsapp, Twitter, Facebook, Youtube, Tik Tok, Snapchat) qui deviennent ainsi de redoutables outils de dénonciation, d'indignation et de d'alerte (plateforme des lanceurs d'alerte). En période de mobilisation et de lutte, ils deviennent ainsi des moyens capables d'infléchir les positions des gouvernements et de les amener à réagir. La mobilisation des femmes et des jeunes peut être envisagée fondée sur des dynamiques de « e-contestation » et d'une citoyenneté numérique qui sont en train de

Renforcer les dynamiques de mobilisation féminine : un vecteur d'élargissement des espaces civiques

Les processus de mobilisation des jeunes et leurs luttes pour une gouvernance articulée à leurs aspirations ont davantage attiré l'attention médiatique ainsi que dans les recherches. Mais, il n'en demeure pas moins qu'au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, les mobilisations des femmes ont gagné en visibilité, ces dernières années, mettant ainsi en lumière l'émergence des figures féminines de l'engagement civique et les

combats des organisations féminines pour la conquête d'espaces de liberté et de droits économiques et sociaux et une meilleure représentation politique¹¹. La lutte contre les violences basées sur le genre est d'ailleurs un espace de déploiement d'actions d'engagement civique chez les femmes afin de contribuer à influencer le processus de prise de décisions politiques, de susciter une prise de conscience chez les femmes et les filles de la nécessité de s'investir dans un engagement civique qui va au-delà d'une simple condamnation de la violence, subie par les femmes et les filles pour revêtir une tonalité plus large qui cherche à lutter contre les inégalités vécues par les femmes et les filles dans les espaces domestique, familial, professionnel, ludique, etc.

été marquées par des mobilisations exceptionnelles des femmes pour dénoncer les violences sexuelles en réaction à des faits divers qui ont choqué l'opinion publique (meurtres, séquestrations, négligence hospitalière, etc.).

Les mobilisations collectives et citoyennes des femmes ont aussi porté sur des faits de société (réformes du Code de la famille, contre la polygamie, contre le mariage précoce, contre les mutilations génitales et les violences sexuelles, contre la vie chère, pour la parité, pour l'égalité des sexes, etc.). Ce sont autant de dynamiques participant à la constitution d'un espace de la « cause des femmes et des filles » au Sahel, grâce à la pugnacité et au militantisme des femmes dans les différents secteurs de la société, notamment associatifs, religieux et politiques.

Il est nécessaire de faire entendre les voix des femmes¹³

Il est indispensable de renforcer le leadership des femmes et de promouvoir leur participation dans les processus de paix au Sahel. Les femmes restent peu représentées dans les instances de décision et de médiation. Les femmes sont capables d'agir à tous les niveaux si elles acquièrent les outils et les capacités. Les femmes sont aujourd'hui sur plusieurs fronts : elles sont très actives dans les associations communautaires, professionnelles et les organisations de la société civile. Elles œuvrent pour des sociétés plus respectueuses des droits des femmes en luttant contre les discriminations et les stigmatisations. Renforcer les capacités des leaders féminins est un moyen d'accroître la participation politique des femmes et un moyen de raffermir leur confiance aux institutions politiques pour préserver leurs acquis en matière de droits humains.

Les femmes et les filles subissent un éventail de formes de violences : violences verbales, mariages précoces, mutilations génitales, crimes d'honneur, violences conjugales, privations économiques, violences symboliques au quotidien sur fond de remarques sexistes, agressions sexuelles, violences physiques, voire féminicides. Ces différentes formes de violences « freinent particulièrement la promotion des femmes et portent atteinte à leurs libertés fondamentales¹² ». Des épisodes de violence ont ainsi servi de déclic à l'avènement d'un activisme féminin surtout pour appeler à la prise de mesures radicales de lutte contre les violences subies par les femmes à travers notamment un durcissement des lois contre les violences faites aux femmes et les filles. Par exemple, au Sénégal, les trois dernières années ont

Ces « mouvements sociaux des femmes¹⁴ » ont essentiellement été menés pour améliorer de manière substantielle la situation socioéconomique et les statuts institutionnels des femmes et des filles : réformer des lois, conquérir des espaces d'autonomie socio-économique, exercer leurs capacités d'action, exprimer leur résilience. La reconnaissance juridique revendiquée par les femmes et les filles n'est qu'une autre manière d'ajuster les lois et les règlements aux nouveaux rôles qu'elles exercent sur les plans socioéconomiques suite à une indépendance économique plus marquée, à un accès plus important à l'éducation et à l'accès des statuts comme ceux de cheffes de famille, dirigeantes d'entreprise, de leaders d'opinion, de militantes associatives, de leaders politiques ou de

figures religieuses charismatiques. Globalement, ces mobilisations féminines, malgré les multiples entraves auxquelles elles font face, pour qu'elles débouchent sur des changements significatifs, doivent permettre aux femmes de poser les bases d'un processus de participation sociale et politique qui devrait concourir à les sortir de leur enfermement dans un statut de «catégories sociales subordonnées et dominées¹⁵».

Changer de narratif et renforcer les capacités des femmes et des jeunes leaders politiques au Sahel

Il est aujourd'hui indispensable que les États adoptent une approche « pro-jeunes » et « pro-femmes ». Cela requiert alors un renversement paradigmatique dans les perceptions, les visions, les représentations de ces groupes sociaux dont l'énergie, le dynamisme, la créativité, la résilience devraient être des vecteurs de transformation des sociétés sahéliennes pour une prise en charge adéquate des enjeux de développement, de paix, de sécurité, de stabilité démocratique et de participation politique.



Le changement de regard est d'autant plus indispensable que les femmes et les jeunes ont tendance à être confinés dans un statut de « cadets sociaux », « de dépendants sociaux » suivant une vision qui renforce leur subordination et leur hétéronomie. Cette perspective est nettement prégnante au sujet de leur participation politique. Au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, les poids démographique et électoral des femmes et des jeunes ne se reflètent pas en termes de leadership, ni de représentativité dans les instances décisionnelle et dans l'exercice de responsabilités politiques et institutionnelles. Les sociétés et les États continuent ainsi d'être régies

par le principe de séniorité ainsi que par des normes patriarcales de nature à perpétuer ce qu'on pourrait percevoir comme un diktat gérontocratique doublé d'une domination masculine et ainsi à exacerber « l'infantilisation » des femmes et des jeunes. Ce qui ne peut que renforcer leur exclusion politique et institutionnelle et l'affaiblissement de leurs rôles dans les transformations des sociétés sahéliennes. Pourtant, les femmes et les jeunes peuvent être des acteurs clés dans les initiatives de consolidation de la paix et de prévention des conflits. C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire les actions réalisées par Gorée Institute pour faire des femmes et des jeunes des vecteurs de paix au Sahel. Le renforcement des capacités des femmes et des jeunes est un socle du programme « Pouvoir du dialogue » de Gorée Institute qui vise à contribuer à la création d'un

espace démocratique pacifique et d'un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif. Un tel type d'action doit être davantage soutenu pour placer les femmes et des jeunes au cœur du champ politique dans les pays du Sahel et pour une meilleure prise en compte de leurs besoins.

Malgré les efforts dans le cadre de politiques visant à promouvoir la parité et à développer le leadership politique des jeunes au Sahel, de nombreuses entraves continuent de subsister et d'accroître le manque de reconnaissance des jeunes et des femmes dans les réponses apportées par les pouvoirs publics à leurs aspirations sociales, politiques, économiques et professionnelles. Le fossé entre les jeunes et les pouvoirs publics continue ainsi de se creuser au fur et à mesure que grandit le sentiment d'insatisfaction et de désillusion vis-à-vis des modèles de gouvernance en vigueur au Sahel. Il

est aujourd'hui indispensable pour les pouvoirs publics de formuler des réponses adaptées et efficaces à la quête d'autonomie des femmes et des jeunes, à leur recherche d'un épanouissement professionnel et socio-économique et à leur désir de vivre dans des sociétés pacifiques et démocratiques. En l'absence de mécanismes institutionnels et d'espaces de dialogue facilitant l'extériorisation de cette insatisfaction, la violence risque d'être un mode d'action pour se « faire entendre ». En outre, la quête d'un idéal, de ressources, d'une identité, d'un statut, de ressources, d'une élévation sociale, etc. peut prendre la voie d'un engagement dans le radicalisme religieux et l'extrémisme violent à travers la participation à des bandes criminelles et des groupes djihadistes si des possibilités de réalisation sociale et économique et de participation politique ne sont pas proposées aux jeunes et aux femmes.

Le recours à la violence comme mode d'expression sociale et politique des jeunes devient une stratégie de quête de reconnaissance et de légitimité. L'histoire sociopolitique du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal dans le passé comme dans la période actuelle est ponctuée d'épisodes de contestation et de mobilisation qui ont fait chanceler des pouvoirs dans les quatre pays y compris ceux fondés sur des méthodes répressives et ont fait chuter des régimes (Burkina Faso, Mali). Malheureusement, ceci débouche dans les discours dominants et les récits populaires sur le cantonnement des jeunes comme un groupe social perturbateur et générateur de violences alors qu'il est aujourd'hui indispensable de changer le narratif sur les jeunes et les femmes au Sahel pour reconnaître leur rôle crucial dans le changement de culture politique indispensable pour l'élargissement des espaces civiques et l'avènement d'une gouvernance articulée à leurs aspirations et leurs demandes de plus de démocratie et de progrès sociaux et économiques.

Implications et conclusions

Même si les histoires politiques, la configuration des espaces civiques, les performances en matière de gouvernance, la nature du contrat social, le rôle de l'État, etc. peuvent être divergents d'un pays à l'autre, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal ont ceci de commun d'être situés dans un espace sahélien où les menaces ne cessent de croître et de compromettre ainsi la survie des États et ainsi d'anéantir les efforts jusqu'ici réalisés en vue de sociétés pacifiques et démocratiques. L'histoire récente a été tumultueuse au Burkina Faso et au Mali qui sont pris dans une spirale de crises attisées par l'épineuse question de l'extrémisme violent qui a fait ressurgir les démons du passé : le retour du pouvoir militaire. La parenthèse civile est ainsi fermée dans ces deux pays qui sont ainsi plongés dans une incertitude politique institutionnelle de nature à annihiler les acquis des luttes menées par la société civile, les partis politiques, les organisations de jeunes et de femmes pour l'instauration du pluralisme démocratique et l'édification d'espaces civiques propices à l'approfondissement de la démocratie et la promotion de la bonne gouvernance. Aujourd'hui, la situation du Niger et du Sénégal semble contrastée à celle du Burkina Faso et du Mali, deux pays actuellement plongés dans une parenthèse militaire pleine d'incertitudes. Néanmoins leur histoire récente est également marquée par des crises sociales et des éruptions de violence (manifestations de rue, émeutes) qui mettent en lumière la fragilité des acquis démocratiques.

L'histoire des quatre pays démontre la nécessité de refonder le contrat social dans chaque pays de manière à lui donner comme piliers une culture de la paix, de la tolérance et du vivre-ensemble, le respect des règles démocratiques, l'élargissement des espaces, la promotion de la participation civique et politique des femmes et des jeunes. Ces deux catégories sociales souffrent d'exclusion

politique en contradiction flagrante avec leur poids démographique et aux rôles qui devaient leur être dévolus dans la transformation des sociétés mais également de politiques publiques inadaptées à leurs aspirations.

Le pouvoir d'action politique des femmes et des jeunes continue d'être limité malgré leur désir de participer au processus de transformation des sociétés du Sahel pour plus de démocratie et de progrès économiques, politiques et sociaux. En dépit des efforts pour leur plus grande participation politique et institutionnelle, leur accès aux sphères décisionnelles reste encore faible. Le rapport des États à leur jeunesse reste encore marqué par un malentendu au Sahel qui est renforcé par les stéréotypes accolés à la jeunesse comme groupe immature, inexpérimenté, violent et perturbateur. Les décideurs et les élites politiques, économiques, sociales continuent ainsi d'être dominées par un profil homogène majoritairement masculin et âgé dans les pays du Sahel.

Malgré les luttes des jeunes et des femmes pour l'accès à des responsabilités, les aînés arrivent à conserver leurs positions politiques, par, entre autres, la manipulation des listes électorales, la reproduction sociale, et ainsi à maintenir la marginalisation des femmes et des jeunes leaders. Reléguées au second plan, les femmes deviennent le faire-valoir de l'élite masculine qui éclipse leur expertise et dévalorise leurs compétences sans compter les pesanteurs culturelles et les normes socioreligieuses de nature à éloigner les femmes du champ politique.

Néanmoins, l'exclusion des jeunes a impliqué une quête d'alternatives d'engagement politique : le volontariat, l'activisme public, l'adhésion des femmes à la société civile, la formation de groupes associatifs, la création de coalitions nationales, l'intégration dans des réseaux de coordination régionales, la création de start-ups, etc. Les capacités de résistance/résilience des jeunes se manifestent aussi par le recours aux médias et réseaux sociaux et leur maîtrise de la culture numérique pour diffuser leurs messages à une plus large audience et gagner une plus grande

reconnaissance publique.

Les femmes et les jeunes leaders politiques devraient avoir l'espace nécessaire pour engager un dialogue constructif avec le gouvernement et d'autres parties prenantes. Sans des organisations de la société civile capables de relayer les aspirations des citoyens et de co-construire des solutions avec les autres acteurs, notamment les acteurs gouvernementaux, il sera difficile de s'engager dans des processus pérennes de développement économique et social, de consolidation de la démocratie et de réalisation de la paix. Dans ce contexte de turbulences, il est essentiel que les voix des citoyens soient entendues et que la société civile participe à l'élaboration des solutions. Ceci appelle des gouvernements mais aussi des organisations régionales (par exemple la CEDEAO) et continentales (l'Union Africaine) à mettre en place un cadre propice à l'action civique et à valoriser la contribution des organisations de la société civile, notamment celles des femmes et des jeunes.

Les populations sahéniennes aspirent à une meilleure gouvernance et plus de démocratie et de liberté tout comme à la paix et à la sécurité. Parmi les conditions clefs pour y arriver, figurent notamment la refondation du contrat social, l'élargissement des espaces civiques et le renforcement de la participation sociopolitique des femmes et des jeunes. Renforcer le rôle de ces deux catégories sociales dans le processus d'édification de la stabilité démocratique et de promotion de la paix et de la sécurité passe inéluctablement par la reconnaissance de la contribution des dynamiques d'affirmation citoyenne et politique des femmes et des jeunes.

Recommandations

- Mettre en œuvre des solutions efficaces et pérennes aux causes structurelles de la pauvreté et à l'insécurité qui affligent les femmes et les jeunes et qui contribue à installer certains d'entre eux dans le désespoir pouvant les conduire à utiliser l'engagement dans le radicalisme violent comme mode d'action ;
- Mettre en œuvre des programmes débouchant sur la création d'opportunités économiques (emplois, incitatifs économiques et sociaux, appuis) pour les jeunes et les femmes sont indispensables pour proposer des alternatives pérennes afin que le recours à des solutions désespérées (émigration irrégulière, engagement dans des mouvements radicaux, violence) soit le principal choix pour de larges segments de la jeunesse ;
- Changer le narratif sur les jeunes au Sahel en valorisant les initiatives citoyennes et leurs actions de résilience au lieu de se cantonner dans une approche des enjeux liés aux jeunes et aux femmes dans une perspective fondée sur le catastrophisme et la condescendance ;
- Mettre en exergue les multiples initiatives développées par les femmes et les jeunes au Sahel pour instaurer une nouvelle conscience citoyenne reposant sur une culture de la paix, la quête d'espaces de liberté et des changements sociopolitiques aptes à déboucher sur une transformation des sociétés sahéennes ;
- Faire des femmes et des jeunes des vecteurs de la paix. Les organisations de femmes et de jeunes s'activant dans la paix et dans la prévention des conflits doivent être davantage soutenues à travers des appuis institutionnels et des formations en plaidoyer ;
- Mettre en réseau des organisations de femmes et de jeunes œuvrant pour l'élargissement des espaces civiques et la promotion de la bonne gouvernance au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal afin de mieux fédérer les actions et de leur donner plus de poids pour porter les besoins des femmes et des jeunes auprès des États, des organisations régionales et des institutions internationales ;
- Renforcer les capacités financières, opérationnelles et institutionnelles des organisations de jeunes et des femmes engagées dans la promotion de la citoyenneté avec un accent particulier sur les mouvements citoyens dont la mission première est d'œuvrer pour la stabilité démocratique et pour la préservation de la paix ;
- Identifier des «champions» parmi les organisations de la société civile au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal et les capaciter afin qu'elles aient les moyens de mieux porter les demandes des femmes et des jeunes leaders politiques concernant l'élargissement des espaces civiques et la promotion de la bonne gouvernance ;
- Promouvoir une gouvernance plus juste et plus inclusive à tous les niveaux, y compris local et régional, et protéger et renforcer l'espace civique tout en veillant à ce que les femmes et les jeunes aient une représentation sociopolitique à la hauteur de leur poids démographique et électoral mais aussi des rôles devant leur revenir dans la transformation des sociétés sahéennes ;
- Mettre en application les mécanismes institutionnels existants de promotion de la bonne gouvernance dans chacun des quatre pays. Chacun pays dispose d'un arsenal législatif en faveur de l'élargissement des espaces et de la bonne gouvernance qu'il importe d'activer. Ceci est fondamental pour améliorer les performances des quatre pays dans les classements mondiaux en matière d'espaces civiques et de gouvernance ;
- Encourager la représentation démocratique et l'inclusion politique des jeunes et des femmes en développant des programmes de mentorat pour les femmes et les jeunes engagés dans les partis politiques et dans les mouvements citoyens et en initiant des actions de promotion de l'engagement politique des jeunes et des femmes (quotas, parité,

sensibilisation, éducation citoyenne, formation politique, etc.) ;

- Développer ou renforcer des cadres politiques, juridiques et institutionnels pour protéger davantage les femmes et jeunes leaders, les activistes, les médias indépendants;
- Améliorer et renforcer les cadres juridiques qui permettent aux citoyens et aux organisations de la société civile de se former et de fonctionner. Leur droit de s'organiser et de s'engager collectivement

dans les sphères publiques et politiques doit être protégé dans la poursuite d'objectifs communs ;

- Protéger le droit des citoyens de se rassembler dans des espaces publics ou privés pour exprimer, épouser et défendre les intérêts collectifs aux niveaux national et local. Cela inclut la liberté de contester, de protester et d'exiger des comptes sans crainte de représailles ni de punition.

Note de fin

1. The Commission on global governance, 1995, Our global neighbourhood, Oxford University Press, pp.2-3 <https://www.gdrc.org/u-gov/global-neighbourhood/> date de consultation : 23 juin 2022.
2. Mo Ibrahim Foundation, 2020 Ibrahim index of african governance, <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-11/2020-index-report.pdf>, date de consultation : 23 juin 2022.
3. Gorée Institute, 2013. Les défis de la gouvernance en Afrique de l'Ouest, <https://goreeinstitut.org/publication/les-defis-de-la-gouvernance-en-afrique-de-louest/?wpdmdl=1420&refresh=626192e838f341650561768>, date de consultation : 23 juin 2022.
4. Gorée Institute, 2021. Perspectives politiques dans les pays du Sahel : Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal, <https://goreeinstitut.org/publication/perspectives-politiques-dans-les-pays-du-sahel-burkina-faso-niger-mali-et-senegal/?wpdmdl=2422&refresh=62618f435ad9c1650560835>, date de consultation : 24 juin 2022.
5. M. Ngom, 2021. Démographie, paix et sécurité au Sahel, regards croisés pour un Sahel central résilient, Dakar, L'Harmattan Sénégal, https://www.editions-harmattan.fr/livre/demographie_paix_et_securite_au_sahel_regards_croises_pour_un_sahel_central_resilient_mabingue_ngom-9782343217864-71209.html, date de consultation : 24 juin 2022.
6. Le Monde Afrique, La guerre en Ukraine va aggraver les souffrances des populations, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/05/la-guerre-en-ukraine-va-aggraver-les-souffrances-des-populations-du-sahel_6120742_3212.html
7. Monitor Civicus, 2022. Surveiller l'espace civique, <https://www.civicus.org/index.php/fr/ce-que-nous-faisons/innover/civicus-monitor>, date de consultation : 24 juin 2022.
8. Mo Ibrahim Foundation, 2021. 2020 Ibrahim index of African governance <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-11/2020-index-report.pdf>, date de consultation : 24 juin 2022.
9. OXFAM, 2018. De l'espace pour se faire entendre. Mobiliser le pouvoir citoyen pour transformer l'espace civique, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620523/bn-space-to-be-heard-civic-space-250718-fr.pdf;jsessionid=0C62D9190FA42C2906FFC98719448281?sequence=2>, date de

consultation : 24 juin 2022.

10. Entretien avec un membre d'une organisation de la société civile sénégalaise, Dakar, 24 juin 2022.
11. Plan International, 2020. L'activisme et la mobilisation des filles et des jeunes femmes en Afrique de l'Ouest, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/girls_and_young_womens_activism_in_west_africa_final-french-june_0.pdf, date de consultation : 25 juin 2022.
12. Ndeye Amy Ndiaye, 2021. Violences basées sur le genre en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et du Niger, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17675-20210510.pdf>, date de consultation : 20 avril 2022.
13. Entretien en ligne avec une femme activiste burkinabè, 22 juin 2022.
14. Ndeye Sokhna Gueye (dir.), 2015. Mouvements sociaux des femmes au Sénégal, UNESCO-CODESRIA-ONU Femmes, https://codesria.org/IMG/pdf/0-_prelim_intro-2.pdf, date de consultation : 20 avril 2022.
15. Catherine Coquery-Vidrovitch, 2013. Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique subsaharienne du XIXe au XXe siècle, Paris, La Découverte.

Les Policy Briefs du Gorée Institute ou Island Positions sont des publications bimestrielles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Elle visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant un plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile et aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix et sécurité en Afrique. La page de garde résume quelques recommandations y inclus le résumé exécutif.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute

Policy brief réalisé grâce au financement du Ministère des Affaires étrangères Néerlandais dans le cadre du Programme Power of Dialogue conjointement mis en œuvre par NIMD-CEMI-AKINA MAMA AFRIKA et Goree Institute

Netherlands Institute for
Multiparty Democracy

